

[mediapart.fr](https://www.mediapart.fr)

Concentration, pression économique, extrême droite : « La situation des libraires est catastrophique »

Mathieu Dejean

8–11 minutes

Difficultés financières, indépendance et liberté d'expression, conséquences de l'« affaire Grasset » et de la concentration éditoriale... Le programme des Rencontres nationales de la librairie (RNL), organisées à Rennes (Ille-et-Vilaine) les 7 et 8 juin par le Syndicat de la librairie française (SLF), [reflète](#) la crise multiforme que traverse le monde du livre.

À un an de la présidentielle de 2027, alors que Vincent Bolloré accélère son offensive dans l'édition et que des librairies sont prises pour cibles par l'extrême droite depuis 2024, l'événement prend une résonance politique particulière. Alexandra Charroin-Spangenberg, présidente du SLF (syndicat patronal qui représente les librairies indépendantes au niveau national), fait le point.

La librairie Le Furet du Nord à Lille, le 23 mai 2026. © Photo François Lo Presti / AFP

Elle témoigne avoir elle-même retrouvé des croix gammées taguées sur la vitrine de la librairie dont elle est cogérante – la Librairie de Paris à Saint-Étienne (Loire) – en décembre 2025.

Quelques mois plus tôt, elle avait cosigné une [tribune](#) dénonçant des agressions contre les librairies, devenues « *les réceptacles de tous les débordements idéologiques* ».

« Mediapart » : Les réseaux de librairies Furet du Nord et Decitre [ont demandé](#) leur placement en redressement judiciaire. D'où vient la situation de crise que connaissent les librairies ?

Alexandra Charroin-Spangenberg : Il y a deux ans, une étude Xerfi Specific pour le Syndicat de la librairie française avait montré que les plus petites librairies étaient déjà dans le rouge, que les moyennes allaient suivre en 2025 et que les grosses allaient boire le bouillon en 2026. Nous y sommes. Le groupe de librairies Gibert [a été placé en redressement judiciaire](#), tout comme le groupe Nosoli (Furet du Nord, Decitre), et Sauramps ne va pas très bien.

Quand je discute avec mes confrères, tout le monde est très inquiet. Même des librairies historiques, bien implantées, bonnes gestionnaires, sont touchées. Cela s'explique par plusieurs facteurs. L'inflation, la baisse de la lecture et le contexte international détournent les gens des librairies en ce moment. Par ailleurs, si le prix du livre a très peu augmenté, nos charges, elles, ont explosé : que ce soient les salaires, les loyers de centre-ville ou le transport, qui est à notre charge, la situation est catastrophique.

On ne sent pourtant pas une volonté massive et urgente de nous venir en aide de la part des plus gros groupes d'éditeurs. Pourtant, si on meurt tous en même temps, ils vont mourir aussi.

La concentration dans le monde du livre a-t-elle accentué vos contraintes ?

Les libraires font face à des groupes éditoriaux qui tendent en effet à se concentrer énormément – avec notamment des groupes comme Editis, qui appartient à Daniel Křetínský, Hachette, qui appartient à Vincent Bolloré, et Média-Participations, qui appartient à Vincent Montagne.

Cela pose des questions en termes de pluralité et de diversité éditoriale d'une part et, effectivement, d'autre part, le rapport de force n'est pas en notre faveur.

Les attaques aujourd'hui ne visent plus seulement des librairies qui affichent ouvertement un engagement.

Les marges économiques des librairies sont très contraintes : elles ne décident pas du prix de vente du livre, qui est fixé par les éditeurs selon la loi Lang de 1981, ni du prix d'achat, qui est fixé par ces groupes. Le nerf de la guerre, c'est donc la gestion de nos stocks : il faut s'assurer de vendre suffisamment rapidement pour qu'on n'ait pas à décaisser trop de trésorerie.

Les grandes surfaces spécialisées (GSS) et les sites marchands comme Amazon contribuent-ils à accentuer vos difficultés ?

Ce qui fait la spécificité des librairies indépendantes, c'est d'avoir des salariés en nombre important, formés, expérimentés et qui sont très peu payés du fait de ces marges contraintes. Notre masse salariale représente entre 18 et 20 % de notre chiffre d'affaires, quand elle est plutôt autour de 10 % pour les GSS type Cultura et Fnac, et en dessous de 2 %, selon les estimations, pour Amazon.

Nous vendons tous au même prix, mais d'après les informations dont on dispose, les GSS et Amazon ont de meilleures remises chez les fournisseurs que nous, ce qui n'est pas juste. La loi Lang, faite par des éditeurs, prévoyait pourtant, dans son

article 2, que la remise accordée au travail qualitatif soit supérieure au travail quantitatif. Aujourd'hui, ça n'est pas du tout le cas.

Quelle est la situation des salariés libraires eux-mêmes ?

Les libraires ont parfaitement conscience qu'ils font un métier passion, mais il faut réussir à en vivre. Ce sont des gens qui sont très diplômés et très investis, mais ils ne peuvent pas continuer à accepter des salaires aussi bas. Un salaire de libraire ne permet plus de vivre tout seul. Il y a beaucoup de désespoir chez les libraires parce qu'on a beau adorer notre métier, il devient très compliqué de le faire correctement.

Dans ce contexte, se surajoutent des épisodes de violences, physiques ou symboliques, contre les librairies depuis 2024. Comment analysez-vous ce phénomène ?

Il y a des cas très violents et très emblématiques, comme celui de la perquisition de [Violette and Co](#). Quand a-t-on vu la police entrer de cette façon dans une librairie ? Pour un livre qui n'était plus en stock et dont personne, même pas l'éditeur, ne savait qu'il avait été interdit... C'est aberrant. Le cas de la librairie féministe [Les Parleuses](#) à Nice, qui s'est fait occulter sa vitrine lors d'une visite de Gérald Darmanin, est aussi inquiétant. Il est terrible de se rendre compte que l'État n'assume pas son rôle de protecteur de la liberté d'expression dans ces moments-là.

Mais il y a aussi de l'agression au quotidien dont on ne parle pas : les campagnes de haine sur les avis Google par exemple, ou les clients qui retournent les livres sur les tables ou les cachent dans les rayons. Les personnes sont de plus en plus intolérantes aux idées différentes des leurs et n'hésitent plus à le manifester sans respect et sans nuance. J'ai personnellement retrouvé des tags de croix gammées sur la vitrine de ma librairie

à Saint-Étienne, le 23 décembre 2025 au matin. Je n'ai pas eu le temps d'aller porter plainte parce que c'était une grosse journée. Je les ai effacées et je ne suis pas allée plus loin.

C'est une forme de concentration inédite [...]. Même pendant l'Occupation, les maisons d'édition n'ont pas eu ce pouvoir de diffusion des idées.

Les agressions contre les librairies engagées politiquement ont toujours existé. La librairie de Charles Péguy, au début du XX^e siècle à Paris, avait été vandalisée par des antidreyfusards, parce qu'il était dreyfusard. Dans les années 1960-70, il y a eu d'autres attaques contre des librairies marquées à gauche ou à l'extrême droite, par des groupes politiques adverses. Là où c'est nouveau, c'est que les attaques aujourd'hui ne visent plus seulement des librairies qui affichent ouvertement un engagement. Elles touchent aussi des librairies généralistes qui n'ont aucune orientation politique.

Si les librairies sont autant attaquées, cela veut cependant dire que la culture est puissante et qu'elle représente un danger pour les idées extrémistes.

L'« affaire Grasset » est au programme des Rencontres nationales de la librairie à Rennes, les 7 et 8 juin. Comment le SLF aborde-t-il cette question ?

Dès l'annonce de l'éviction d'Olivier Nora par son actionnaire Vincent Bolloré, nous avons témoigné notre soutien et notre solidarité, non seulement à ce grand éditeur, mais aussi aux auteurs et autrices qu'il a portés et à son équipe. Au-delà de cette solidarité, nous avons été interrogés à la fois par les auteurs et par les libraires sur l'impact concret de cette crise sur leurs activités respectives. Nous nous sommes dit que la meilleure manière de répondre à ces interrogations était de

profiter des Rencontres nationales pour discuter en direct, auteurs et libraires, lors d'une table ronde puis de discussions informelles au cours de la soirée qui suivra.

Il y a trois ans, Vincent Bolloré a racheté le groupe Hachette et pris le contrôle des éditions Fayard notamment, qui publient aujourd'hui beaucoup d'auteurs politiques d'extrême droite. C'est une forme de concentration inédite où les groupes puissants comme Vivendi contrôlent à la fois des médias, des maisons d'édition, des points de vente du livre, des agences de publicité, des salles de spectacle. Même pendant l'Occupation, les maisons d'édition n'ont pas eu ce pouvoir de diffusion des idées. Ce n'est pas anodin. Nous en appelons donc à la vigilance.